

CONSULTATIVE ASSEMBLY
OF THE
COUNCIL OF EUROPE

9th January 1958

Doc. 767

REPORT

*on the release of political prisoners
in Central and Eastern Europe*¹

(Rapporteur : M. STRASSER)

Draft Resolution

*presented by the Committee on Non-represented
Nations*²

The Assembly,

Having regard to its Resolution 107
on steps to secure the release of political
prisoners in Central and Eastern Europe;

Noting that a large number of political
prisoners have not yet been released and
that a new wave of arrests and deportations
has taken place in Hungary and in the Soviet
Zone of Germany,

Calls once more upon world opinion
to appeal for the immediate release of the persons
concerned.

Explanatory Memorandum

by M. STRASSER

1. On 22nd October 1957, the Assembly
referred to the Committee on non-represented
Nations a Motion for a Resolution, presented
by M. Wistrand and others, calling for the

1. See Doc. 748 (Motion for a Resolution).

2. (a) Adopted by the Committee unanimously.

MEMBERS OF THE COMMITTEE : MM. Wistrand (*Chairman*); Pezet, Goedhart (*Vice-Chairmen*); Altmaier, Bøgholm, Bozbag, Conte, Esmonde (*Alternate : Davern*), Grégoire, Josefsson, Kirk, Kranzlmayer (*Alternate : Strasser*), Lawson, Loizides, Matteotti, Montini, Reif, Selvik, de la Vallée Poussin.

N. B. THE NAMES OF THE MEMBERS WHO VOTED ARE
PRINTED IN ITALICS.

(b) See 29th Sitting, 14th January 1958 (draft
Resolution adopted) and Resolution 142.

A. 115 (1957)

ASSEMBLÉE CONSULTATIVE
DU
CONSEIL DE L'EUROPE

9 janvier 1958

Doc. 767

RAPPORT

*sur la libération des prisonniers politiques
en Europe centrale et orientale*¹

(Rapporteur : M. STRASSER)

Projet de résolution

*présenté par la commission des Nations
non représentées*²

L'Assemblée,

Vu sa Résolution 107 relative à l'action
en vue d'obtenir la libération des prisonniers
politiques en Europe centrale et orientale;

Considérant qu'un grand nombre de
prisonniers politiques ne sont pas encore libérés
et qu'une nouvelle vague d'arrestations et de
déportations a déferlé notamment sur la Hongrie
et la zone soviétique d'Allemagne,

S'adresse une fois de plus à l'opinion
mondiale pour demander la libération immédiate
de ces personnes.

Exposé des motifs

par M. STRASSER

1. Le 29 octobre 1957, l'Assemblée a
renvoyé à la commission des Nations non représentées
une proposition de résolution, présentée
par M. Wistrand et plusieurs de ses collègues,

1. Voir Doc. 748 (Proposition de résolution).

2. (a) Adopté à l'unanimité par la commission.

MEMBRES DE LA COMMISSION : MM. Wistrand (*Président*); Pezet, Goedhart (*Vice-Présidents*); Altmaier, Bøgholm, Bozbag, Conte, Esmonde (*Remplaçant : Davern*), Grégoire, Josefsson, Kirk, Kranzlmayer (*Remplaçant : Strasser*), Lawson, Loizides, Matteotti, Montini, Reif, Selvik, de la Vallée Poussin.

N. B. LES NOMS DES MEMBRES AYANT PRIS PART AU
VOTE SONT INDiqués EN ITALIQUE.

(b) Voir 29^e séance, 14 janvier 1958 (adoption du
projet de résolution) et Résolution 142.

release of political prisoners in Central and Eastern Europe. The Motion made reference to Resolution 107 of 26th October 1956, in which the Assembly urged the release of political prisoners in Eastern Europe.

2. Your Committee has taken note of the further step taken by M. Wistrand. It considers that the situation calls for a renewed affirmation of the Assembly's attitude in regard to the tragic fate of people detained in appalling conditions for political reasons. Your Committee believes it to be the duty of the Assembly to persevere in its efforts to obtain their release.

3. Your Committee is in possession of precise information concerning a large number of the persons detained. It is clear that after the passing phase of clemency following the Twentieth Congress of the Soviet Union Communist Party the situation again became more serious in almost all the Communist-dominated countries of Central and Eastern Europe. In Hungary, for example, the number of persons imprisoned or interned now exceeds the number of political prisoners who were detained in camps and prisons under the Rakosi terrorist regime. Yet, the number of arrests and executions admitted by the Kadar Government is only a small fraction of the true number. It may be noted, incidentally, that the vast labour camp at Recz has been reopened.

All these people have been imprisoned or deported for political reasons, in most cases for expressing opinions not tolerated by the present régime. It is certain that their detention has been ordered either by the mere decision of the secret police or by a "tribunal" which is far from being the "independent and impartial tribunal" stipulated in Article 10 of the Universal Declaration of Human Rights. We need only mention as examples the names of Tibor Dery, Adam Gyorgy, Chairman of the Committee of Intellectuals, Sandor Racz, Chairman of the Workers' Council of Budapest, Istvan Bibo, university professor and former Minister, President Imre Nagy, General Maleter and others...

The same remark applies to Yugoslavia, to mention only the case of M. Djilas. Eastern Germany, only a few weeks ago, witnessed a wave of arrests, particularly among the Protestant clergy. The most flagrant case is that of Pastor Schmutzler, Protestant almoner

demandant la libération des prisonniers politiques en Europe centrale et orientale. Cette proposition se réfère à la Résolution 107 par laquelle l'Assemblée a exigé, le 26 octobre 1956, la libération des prisonniers politiques en Europe orientale.

2. Votre commission a examiné la nouvelle initiative prise par M. Wistrand. Elle est d'avis que l'heure exige une nouvelle prise de position de l'Assemblée au sujet du sort tragique des personnes qui, pour des raisons politiques, se trouvent privées de leur liberté dans des circonstances atroces. Votre commission estime en effet qu'il est du devoir de l'Assemblée de réclamer sans cesse leur libération.

3. Votre commission est en possession d'informations précises au sujet d'un grand nombre de ces personnes. Il en ressort qu'après le dégel passager qui suivit le vingtième Congrès du parti communiste soviétique, la situation s'est aggravée de nouveau dans presque tous les pays sous domination communiste de l'Europe centrale et orientale. C'est ainsi qu'en Hongrie notamment le nombre de prisonniers et d'internés dépasse aujourd'hui le nombre de personnes qui, pendant la période de terreur du régime Rakosi, se trouvaient dans les camps et dans les prisons pour des raisons politiques. Toutefois, le nombre d'exécutions et d'arrestations admis par le Gouvernement Kadar n'est qu'une petite fraction de la réalité. Il est à signaler par ailleurs que le vaste « camp de travail » de Recz a été rouvert.

Toutes ces personnes se trouvent en prison ou déportées pour des raisons politiques, la plupart d'entre elles pour avoir exprimé une opinion qui ne plaisait pas au régime actuel. Il est prouvé, d'autre part, que leur détention a été ordonnée soit par seule décision de la police secrète, soit par un « tribunal » qui n'est pas — et de loin — le « tribunal indépendant et impartial » dont parle l'article 10 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. Il suffit de mentionner, à titre d'exemple, les noms de Tibor Déry, Adam Gyorgy, Président du Comité des Intellectuels, Sandor Racz, Président du Conseil ouvrier de Budapest, Istvan Bibo, professeur d'université et ancien ministre, le président Imre Nagy, le général Maleter, etc.

La même remarque est valable pour la Yougoslavie. Ne mentionnons que le cas de M. Djilas. Dans la zone soviétique d'Allemagne une vague d'arrestations a également été déclenchée il y a quelques semaines, dirigée surtout contre le clergé protestant. Le cas du pasteur

to the University of Leipzig, who was sentenced on 28th November 1957, to five years hard labour for "incitement to boycotting". The case was heard before a Communist tribunal, the only members of the public allowed to attend being militant Communists.

4. The situation of all these prisoners is not unlike that of the Christian martyrs. Like them they are subjected to inhuman treatment simply because their conscience does not allow them to share the ideas of those in power. Most of them are not even guilty of active opposition to the régime : Mme. Julia Rajk, for example, who has been deported, took no part in the revolt; she was not in Hungary at the time and did not return to Budapest until 3rd November 1956. In such a situation, it behoves us as the elected representatives of the free peoples of Europe to lift up our voices in an appeal for their release.

Schmutzler, aumônier protestant à l'Université de Leipzig, est sa plus brutale illustration. Le pasteur Schmutzler a été condamné, le 28 novembre 1957, à cinq ans de travaux forcés pour « incitation au boycottage ». Le procès s'est déroulé devant un tribunal communiste, seuls des militants communistes ayant eu l'autorisation d'y assister.

4. La situation de tous ces détenus est comparable à celle des martyrs chrétiens. En effet, comme eux ils souffrent d'un régime inhumain pour le seul fait que leurs consciences refusent de partager les idées de ceux qui détiennent le pouvoir, alors que la plupart d'entre eux n'ont même pas accompli un acte hostile au régime, comme par exemple Mme Julia Rajk, actuellement déportée à l'étranger, qui n'a joué aucun rôle pendant la révolution hongroise, ayant été absente de Hongrie pendant cette période, et qui n'est retournée à Budapest que le 3 novembre 1956. En face de cette situation, il nous appartient, élus des peuples libres d'Europe, d'élever notre voix pour obtenir leur libération.